

ADPEP DU GARD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ADPEP DU GARD
60 RUE PIERRE SEMARD
30000 NIMES

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADPEP DU GARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mauguio, le 5 juin 2025



Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Julien DUFRENE

BILAN ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements, Provisions	Net	Net
Immobilisation incorporelles	142 343	128 859	13 483	23 476
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	114 138	100 655	13 483	23 476
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	28 205	28 205	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Av. et acomptes sur immo.incorporelles				
Immobilisations corporelles	21 577 622	13 393 582	8 184 040	8 560 915
Terrains	70 477		70 477	70 477
Constructions	18 378 938	10 738 385	7 640 553	8 025 304
Instal.techn., mat.et outillage industriels	1 352 981	1 169 368	183 613	170 497
Autres immobilisations corporelles	1 752 512	1 485 829	266 684	292 307
Immobilisations corporelles en cours	22 713		22 713	2 328
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	279 471	0	279 471	257 230
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	21 367		21 367	23 867
Prêts	250 865		250 865	226 124
Autres immobilisations financières	7 239		7 239	7 239
ACTIF IMMOBILISE TOTAL (I)	21 999 436	13 522 441	8 476 995	8 841 621
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes sur commandes	15 935		15 935	5 810
Créances clients, usagers et comptes rattachés	443 283	1 958	441 326	485 625
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	122 156		122 156	115 162
Valeurs mobilières de placement	2 000 000		2 000 000	2 000 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 611 096		5 611 096	5 817 066
Charges constatées d'avance (3)	336 459		336 459	355 053
ACTIF CIRCULANT TOTAL (II)	8 528 929	1 958	8 526 972	8 778 715
Ch.à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes remboursement obligations (IV)				
TOTAL ACTIF (I à IV)	30 528 365	13 524 399	17 003 966	17 620 336
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an	268 724			283 510

BILAN PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	488 978	488 978
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	103 060	103 060
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	584 454	584 454
Autres		
Report à nouveau de la gestion propre	(1 031 071) -	1 005 467
Excédent ou déficit de l'exercice des activités propres	(8 424) -	25 603
Situation nette des activités propres (sous total)	136 998	145 422
Fonds propres des activités sous gestion contrôlée	321 400	321 400
Ecart de réévaluation sous gestion contrôlée	120 187	120 187
Réserves des activités sous gestion contrôlée	6 315 880	5 588 042
Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	1 177 823	1 574 270
Report à nouveau dont la prise en charge est différée	(929 021) -	890 792
Report à nouveau des charges rejetées	(272 013) -	214 582
Excédent ou déficit de l'exercice des activités sous gestion contrôlée	(329 361)	293 162
Situation nette des activités sous gestion contrôlée (sous total)	6 404 895	6 791 687
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement	687 406	724 759
Provisions réglementées	111 760	108 471
Droit du concédant		
FONDS PROPRES TOTAL (I)	7 341 059	7 770 338
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédits	1 415 189	1 579 813
FONDS DEDIES ET REPOTES TOTAL (II)	1 415 189	1 579 813
Provisions pour risques	193 416	289 000
Provisions pour charges	1 159 761	1 149 959
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL (III)	1 353 177	1 438 959
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	4 236 194	4 438 340
Emprunts et dettes financières diverses (2)	23 104	23 887
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	847 822	744 018
Dettes fiscales et sociales	1 681 864	1 555 600
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43 188	11 484
Autres dettes	17 482	15 687
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	44 907	42 209
DETTE D'EXPLOITATION TOTAL (IV)	6 894 541	6 831 225
TOTAL PASSIF (I à V)	17 003 966	17 620 336
(1) Dont à moins d'un an :	213 040	202 146
à plus d'un an :	4 023 154	4 236 194
(2) Dt conc. banc. courants et soldes banques créd. :		

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	2 970	3 160
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de Prestations de services	385 971	355 931
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	321 280	292 768
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	15 877 788	15 301 972
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	15 877 788	15 301 972
Subventions d'exploitation	64 988	40 336
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		925
Mécénats	4 500	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Production immobilisée		
Reprises sur amort, dépréciations, provisions et transferts de charges	288 649	467 551
Utilisation des fonds dédiés	439 924	264 215
Autres produits	137 043	129 576
TOTAL (I)	17 201 832	16 563 667
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	5 138 834	4 888 139
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 027 680	954 787
Salaires et traitements	7 201 828	6 538 023
Charges sociales	2 967 377	2 647 490
Autres charges de personnel		
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	742 577	722 661
Dotations aux provisions	169 427	184 902
Reports en fonds dédiés	275 300	285 818
Autres charges	1 946	974
TOTAL (II)	17 524 969	16 222 794
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(323 136)	340 873

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	135 602	124 712
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (III)	135 602	124 712
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	164 577	165 840
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (IV)	164 577	165 840
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	(28 975)	(41 129)
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	32 589	19 763
Sur opérations en capital	47 375	44 285
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL (V)	79 964	64 048
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	37 337	57 478
Sur opérations en capital	4 136	15 718
Dotation aux amortissements et aux provisions	3 289	3 392
TOTAL (VI)	44 762	76 588
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	35 201	(12 541)
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	20 874	19 645
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	17 417 398	16 752 427
TOTAL DES CHARGES (II+VI+VII+VIII)	17 755 182	16 484 868
EXCEDENT OU DEFICIT	(337 784)	267 559
<i>dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>(329 361)</i>	<i>293 162</i>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	673 009	644 878
Bénévolat	83 584	73 440
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES	756 593	718 318
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite des biens	673 009	644 878
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	83 584	73 440
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES	756 593	718 318

ANNEXE COMPTABLE

Exercice 2024

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle comporte des éléments d'informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et résultat de l'association. Ces éléments d'informations ne sont mentionnés que s'ils ont une importance significative.

L'exercice social clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 17 003 966 euros.

Le résultat net comptable est un déficit de 337 784 euros.

Cette annexe se présente comme suit :

- Présentation de l'entité
- Faits caractéristiques de l'exercice
- Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice
- Règles et méthodes comptables générales
- Règles et méthodes comptables particulières au secteur social et médico-social
- Changements de méthode comptable

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association ADPEP 30 a pour objet social dans le cadre du projet fédéral :

- De contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;

- De contribuer à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;
- D'apporter un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de handicap ou de perte d'autonomie, ou ayant besoin d'une protection ;
- De participer à leur éducation, à leur formation et à leur insertion sociale et professionnelle dans une société inclusive ;
- De permettre à toute personne d'accéder à ses droits : à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;
- De participer au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisir, sportif, etc.

Les missions sociales de l'association réalisées conformément aux objectifs statutaires de celle-ci sont les suivantes :

- La création et la gestion d'établissements et de services à caractère sanitaire, médico-social, social, éducatif, culturel, sportif ;
- La création et le développement de dispositifs propres ou accompagnant les politiques publiques nationales ou locales comme : la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre l'illettrisme, les mesures en faveur de l'emploi et de l'insertion des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et les discriminations, etc ;
- L'organisation de campagne de solidarité et de dons dans le respect des obligations réglementaires de la FGPEP reconnue d'utilité publique.

Description des moyens mis en œuvre :

Les principaux moyens mis en œuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites précédemment sont les suivants :

- La gestion de dix établissements médicaux-sociaux pour enfants et adultes handicapés financés par l'octroi d'une dotation globale de l'assurance maladies et du conseil départemental du Gard dans le cadre d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé en 2018,
- La gestion pendant l'été en partenariat avec le Conseil Départemental du Gard et la commune de Le Grau du Roi d'une plage équipée pour les personnes handicapées,
- La gestion en partenariats avec l'Education Nationale d'un service d'Aide Pédagogique à Domicile (S A P A D H E), qui permet aux enfants malades ou accidentés de continuer leur scolarité, à domicile ou en hospitalisation...

2024	ARS	CD 30	Autres départements	TOTAL
Dotation	12 652 095	2 204 178		14 856 273
Facturation prix journée			958 099	958 099
Total	12 652 095	2 204 178	958 099	15 814 372

2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

EPRD :

L'association a déposé l'EPRD 2024 le 27 juillet 2024, il a été validé le 27 août par les autorités de tarification.

Rejet de charges sur ERRD 2023 :

En 2023, l'association ADPEP30 a reçu un courrier du Conseil Départemental du Gard relatif au rejet des provisions (prime PPV, prime pour les « oubliés » du Ségur, entretiens professionnels) sur l'ERRD 2022 reçu par mail le 10 août 2023. Après plusieurs échanges, le Conseil Départemental a décidé de rejeter les charges payées en 2023 relatives à ces provisions : le paiement de la prime PPV et de la prime Oubliés du Ségur au titre de 2022, décidé par le Conseil d'Administration le 19 avril 2023, pour un montant total pour le FAM Hébergement et le Foyer de Vie de 57 431 €.

CPOM :

Le CPOM entre l'ARS, le Conseil Départemental du Gard et l'ADPEP 30 a été prorogé d'un an jusqu'au 31 décembre 2023 par l'avenant n°1 signé le 1^{er} juin 2023, puis jusqu'au 31 décembre 2024 par l'avenant n°2 signé en février 2024. Sa renégociation est prévue en 2025.

Nouvelle organisation des directions :

Au 1er janvier 2024, plusieurs modifications au niveau des directions des établissements ont été mises en place :

- sur le site de La Barandonne, en prévision du départ à la retraite de M. Chaume, au 31 mars 2024, M. Marque, chef de service au DITEP Alès Cévennes, est devenu directeur adjoint, avec le soutien de M. Capitaine, directeur des CMPP,
- sur le site des Aigues Marines, M. Lipinski a pris le poste de directeur à temps plein et Mme Botella est devenue directrice adjointe,
- sur le site du DITEP Alès Cévennes, M. Lipinski est resté en soutien à Mme Faucher, directrice adjointe.

SEGUR pour tous :

Le 4 juin 2024 les associations du secteur des solidarités ont eu connaissance de l'extension dite SEGUR à l'ensemble des professionnels salariés des structures sociales, médico-sociales et sanitaires qu'ils soient en CDI, en CDD ou en CTT.

L'accord Aress de branche permet l'octroi de cette revalorisation d'un montant brut mensuel de 238€ / ETP à l'ensemble de ces professionnels et ce rétroactivement depuis le 1er janvier 2024.

Le Conseil d'administration dans sa séance du 25 septembre 2024 a décidé de payer le Ségur avec effet rétroactif au 1er janvier 2024 sur les bulletins de salaire du mois d'octobre 2024 des CDI et CDD concernés et en novembre 2024 aux intérimaires concernés.

Concernant le financement de cette mesure,

- en fin d'année 2024, l'ARS a octroyé des crédits supplémentaires,
- aucun financement n'est annoncé pour le SEGUR pour tous au niveau du Conseil

Départemental.

3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant

4. REGLES ET METHODES COMPTABLES GENERALES

L'association applique le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et depuis le 1^{er} janvier 2020, le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Séparation des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

4.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement, augmenté des coûts directement attribuables à ces immobilisations, ou à leur coût de production.

Le cas échéant cette valorisation est augmentée des taxes non récupérables grevant le bien.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le poste immobilisations incorporelles est constitué principalement des logiciels acquis par l'association.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité :

- Concessions et droits similaires, brevets, licence	3 ans
- Construction gros œuvre	5 à 75 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 20 ans
- Matériel et outillage	2 à 20 ans

- Matériel de transport	3 à 7 ans
- Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
- Mobilier	5 à 10 ans
- Immobilisations par affectation excédent	10 à 20 ans
- Immobilisations grevées de droit	70 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. (Arrêté interministériel du 26 décembre 2005).

4.2. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement), hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'inventaire à la date de clôture.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée au prix d'achat moyen pondéré ou selon la méthode "premier entré - premier sorti".

4.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'entrée, catégorie par catégorie. La méthode retenue lors des cessions de V.M.P. est la méthode du premier entré premier sorti (FIFO). A la clôture de l'exercice, la valeur d'entrée est comparée à la valeur probable de réalisation à la clôture, valeur communiquée par les organismes bancaires. Si cette dernière est inférieure au coût d'entrée, il est pratiqué une dépréciation.

4.5. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités et concours bancaires sont évalués en date de clôture à leur valeur d'inventaire.

4.6. Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement effectif

5. REGLES ET METHODES COMPTABLES PARTICULIERES AU SECTEUR SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

La comptabilité des établissements de l'Association a été tenue en application du nouveau règlement, référencé ANC 2019-04 du 8 novembre 2019, qui vient s'appuyer sur les dispositions du plan comptable général et du plan comptable particulier des associations (ANC 2018-06). Il émet des règles spécifiques aux organismes gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Les particularités comptables font l'objet des commentaires ci-après :

5.1. Résultat de l'exercice

Conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité et la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, la reprise des déficits et excédents est sans incidence sur le compte de résultat. L'application de cette recommandation conduit à faire la distinction entre le compte de résultat obéissant aux règles comptables (M22) et le compte administratif présenté à l'autorité de tutelle.

Le tableau de passage (en annexe 6) établit la correspondance entre le résultat comptable et le résultat administratif.

5.2. Provision pour risques et charges, provisions réglementées et fonds dédiés

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions ou des contributions financières, affectés à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectés », les financements reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture.
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Les tableaux présentés en annexe 9 et 10, décrivent l'état de ces provisions et fonds dédiés.

5.3. Engagements de retraite et avantages assimilés

Méthode de calcul de l'engagement

L'ADPEP 30 n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite.
Les hypothèses de calculs sont les suivantes :

Les calculs de l'engagement de retraite ont été effectués à partir de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Taux d'actualisation : 3.38 %

Taux de croissance des salaires 1.80 %

Age de départ à la retraite : 67 ans

Taux de rotation du personnel 18-35 ans (75%), 36-50 ans (85%), 50-65 ans (95%)

Table de taux de mortalité : Table INSEE

Taux de charges sociales : 58 %

L'évaluation de l'engagement relatif aux indemnités de départ à la retraite varie chaque année en fonction de plusieurs critères dont le taux d'actualisation.

Le montant des engagements de retraite s'élève à 1 012 133 euros. Il est couvert intégralement par :

- Provision pour IDR : 991 320 euros
- Excédent pour IDR : 64 543 euros
- CNR pour IDR : 6 439 euros

Mouvement de l'exercice :

La provision pour charges comptabilisée au titre de l'exercice est de 64 053 euros.

La reprise de provision pour IDR utilisée est de 60 423 euros.

La reprise à faire sur l'excédent pour IDR lors de l'affectation des résultats 2024 sera de 50 166 €.

Le tableau présenté en annexe 14, décrit l'état de l'engagement retraite par établissement.

5.4. Prestations réciproques

La présentation des comptes de l'Association nous conduit à des retraitements comptables.
Dans le compte de résultat, les prestations internes sont neutralisées.

Ces montants s'élèvent au 31.12.2024 à :

- Prestations avec le siège : 434 786 €
- Prestations réciproques : 21 934 €

5.5. Méthodes de quantification et de valorisation retenues

Le bénévolat correspond aux heures de présence des administrateurs de l'association.

Pour les administrateurs, nous avons recensé les heures sur la base d'une enquête et valorisé ces présences en appliquant un taux horaire chargé équivalent à celui des cadres de direction de l'association, soit 1 306 h x 64 €.

Les prestations en nature sont les locaux mis à disposition gratuitement à l'association.

La valeur locative annuelle est déterminée comme suit : Surface * prix moyen locatif au mètre carré.

ANNEXE 1

Immobilisations (Valeurs brutes)	Immobilisations au 31 décembre 2023	Augmentations	Diminutions	Immobilisations au 31 Décembre 2024
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	114 138			114 138
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 205			28 205
Immobilisations incorporelles en cours				
Total Immobilisations incorporelles	142 343	0	0	142 343
Immobilisations corporelles				
Terrains	70 477			70 477
Agencements et aménagements des terrains				
Constructions sur sol propre	13 139 564	24 727		13 164 291
Constructions sur sol d'autrui	406 762	105 374		512 137
Installations générales agencements aménagements construction	4 665 523	44 089	7 103	4 702 510
Installations, matériel et outillage techniques	1 301 454	66 673	15 146	1 352 981
Autres immobilisations corporelles	1 702 670	98 597	48 755	1 752 512
Matériel de transport	457 439			457 439
Matériel de bureau et matériel informatique, Mobilier	894 793	96 000	36 786	954 007
Matériel divers	350 438	2 597	11 969	341 066
Immobilisations corporelles en cours	2 328	20 385		22 713
Total Immobilisations corporelles	21 288 780	359 846	71 003	21 577 622
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	23 867		2 500	21 367
Prêts, autres immobilisations financières	233 363	29 326	4 585	258 104
Total Immobilisations financières	257 230	29 326	7 085	279 471
TOTAL IMMOBILISATION	21 688 352	389 172	78 087	21 999 436

ANNEXE 2

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	90 662	9 993		100 655
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 205			28 205
Immobilisations incorporelles en cours				
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles	118 867	9 993	0	128 859
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles				
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains				
Constructions sur sol propre	7 253 575	355 070		7 608 646
Construction sur sol d'autrui	406 762	2 092		408 855
Installations générales agncements aménagements construction	2 526 207	201 780	7 103	2 720 885
Installations, matériel et outillage techniques	1 130 957	53 557	15 146	1 169 368
Autres immobilisations corporelles	1 410 362	120 085	44 618	1 485 829
Matériel de transport	338 126	43 151		381 278
Matériel de bureau et matériel informatique, Mobilier	738 000	75 694	32 650	781 044
Matériel divers	334 237	1 239	11 969	323 507
Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles	12 727 864	732 584	66 867	13 393 582
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL dépréciations des immobilisations financières	0	0	0	0
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	12 846 731	742 577	66 867	13 522 441

ANNEXE 3

Libellé	Montant brut 2024		
CREANCES (a)			
		ECHEANCES	
Créances de l'actif immobilisé :		à 1 an au +	à + d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	250 865	9 803	241 062
Autres immobilisations financières	7 239		7 239
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	443 283	443 283	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques			
Autres	122 156	122 156	
Charges constatées d'avance	336 459	67 735	268 724
TOTAL CREANCES	1 160 002	642 976	517 026

DETTE (b)		ECHEANCES		
		à 1 an au +	à + d'1 an	à + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	4 236 194	213 040	942 360	3 080 794
Emprunts et dettes financières divers	23 104	23 104		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	847 822	847 822		
Personnel et comptes rattachés	674 041	674 041		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	861 123	861 123		
Etat et autres collectivités publiques	146 700	146 700		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	43 168	43 168		
Autres dettes	17 482	17 482		
Produits constatés d'avance	44 907	44 907		
TOTAL DETTES	6 894 541	2 871 387	942 360	3 080 794

Emprunts souscrits sur l'exercice
Remboursements d'emprunts sur l'exercice

ANNEXE 4

DETAIL des CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
ETABLISSEMENT	MONTANT
ITEP Alès Cévennes	287 862
IME La Barandonne	8 600
CMPP Alès	3 294
CMPP Bagnols	2 983
CMPP Nîmes	4 386
FAM Les Aigues Marines	4 785
FO Les Aigues Marines	10 750
MAS Les Aigues Marines	10 588
SESSAD La Barandonne	817
SESSAD Alès Cévennes	96
Siège Gestion Propre	22
Siège SMS	2 278
Total	336 459

ANNEXE 5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	TRANSFERT	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	488 978					488 978
Fonds propres avec droit de reprise	0					0
Ecart de réévaluation	103 060					103 060
Réserves	584 454					584 454
Report à nouveau	(1 005 467)	(25 603)				(1 031 071)
Excédent ou déficit de l'exercice	(25 603)	25 603		(8 424)		(8 424)
Situation nette des activités propres	145 422	0	0	(8 424)	0	136 998
Fonds propres sans droit de reprise des activités sous gestion contrôlée	218 963					218 963
Fonds propres avec droit de reprise des activités sous gestion contrôlée	102 437					102 437
Ecart de réévaluation	120 187					120 187
Réserves des activités sous gestion contrôlée	5 588 042	513 592			214 245	6 315 880
Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	1 574 270	(182 201)			(214 245)	1 177 823
Report à nouveau dont la prise en charge est différée	(890 792)	(38 229)				(929 021)
Report à nouveau des charges rejetées	(214 582)			(57 431)		(272 013)
Excédent ou déficit de l'exercice	293 162	(293 162)		(329 361)		(329 361)
Situation nette des activités sous gestion contrôlée	6 791 687	0	0	(386 792)	0	6 404 895
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	724 759		2 597	(39 950)		687 406
Provisions réglementées	108 471		3 289			111 760
TOTAL	7 770 338	0	5 887	(435 165)	0	7 341 059

ANNEXE 6

PASSAGE DU RESULTAT COMPTABLE AU RESULTAT ADMINISTRATIF 2024

ETABLISSEMENT	CONV	RESULTATS COMPTABLES	DEPENSES NON OPPOSABLES	REPRISE RESULTATS ANTERIEURS	RESULTATS ADMINISTRATIFS
Siège SMS	Secteur conventionné	49 714	12 233		61 947
CMPP Alès	Secteur conventionné	(2 447)	(1 356)	50 166	46 363
CMPP Bagnols	Secteur conventionné	43 217	3 697		46 914
CMPP Nîmes	Secteur conventionné	26 908	1 849		28 757
ITEP Alès Cévennes	Secteur conventionné	272 650	(11 810)		260 840
SESSAD Alès Cévennes	Secteur conventionné	64 369	3 195		67 564
IME La Barandonne	Secteur conventionné	20 770	8 981		29 751
SESSAD La Barandonne	Secteur conventionné	25 165	1 603		26 768
FAM Les Aigues Marines	Secteur conventionné	(195 775)	12 078	17 418	(166 279)
MAS Les Aigues Marines	Secteur conventionné	(402 749)	13 647	34 964	(354 138)
FO Les Aigues Marines	Secteur conventionné	(229 763)	(8 769)	24 385	(214 146)
Handiplage - L'Oasis	Secteur conventionné	(1 420)			(1 420)
TOTAL GESTION CONTROLEE		(329 361)	35 348	126 934	(167 079)
Siège Gestion Propre	Secteur non conventionné	(10 627)			(10 627)
Les Aigues Marines 2	Secteur non conventionné	2 203			2 203
TOTAL GESTION PROPRE		(8 424)	0		(8 424)
TOTAL GENERAL		(337 784)	35 348	126 934	(175 503)

ANNEXE 7

REPORTS A NOUVEAU

ETABLISSEMENT	Report à nouveau gestion propre	Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	Report à nouveau dont la prise en charge est différée	Report à nouveau des charges rejetées	Total
Siège SMS		87 440	(46 384)		41 056
CMPP Alès		122 843	(57 134)		65 709
CMPP Bagnols		70 098	(52 167)	(9 500)	8 431
CMPP Nîmes		70 011	(65 845)	(4 684)	(518)
ITEP Alès Cévennes			(91 214)	(32 278)	(123 492)
SESSAD Alès Cévennes			(13 343)		(13 343)
IME La Barandonne		503 642	(153 011)	(16 828)	333 803
SESSAD La Barandonne			(20 863)		(20 863)
FAM Les Aigues Marines		177 769	(123 547)	(89 617)	(35 395)
MAS Les Aigues Marines		187 892	(186 439)	(68 654)	(67 201)
FO Les Aigues Marines		(42 814)	(119 074)	(50 453)	(212 341)
Handiplage - L'Oasis		943			943
Siège Gestion Propre	(747 513)				(747 513)
Les Aigues Marines 2	(283 558)				(283 558)
TOTAL GENERAL	(1 031 071)	1 177 823	(929 021)	(272 013)	(1 054 281)

ANNEXE 8

SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS

ETABLISSEMENTS	VALEURS BRUTES EN DEBUT D'EXERCICE (COTE 131)	VARIATION SUBVENTION	SOLDE AU 31/12/2024 (COTE 131)
ITEP Alès Cévennes	618 €	2 597 €	3 215 €
IME La Barandonne	57 618 €	-11 744 €	45 873 €
MAS Les Aigues Marines	1 300 000 €	0 €	1 300 000 €
TOTAL	1 358 236 €	-9 147 €	1 349 089 €

SUBVENTION D'INVESTISSEMENTS INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT

VALEURS BRUTES EN DEBUT D'EXERCICE (COTE 139)	VARIATION	SUBVENTIONS INSCRITES AU COTE DE RESULTAT	SOLDE AU 31/12/2024 (COTE 139)
618 €		20 €	638 €
51 801 €	- 11 744 €	1 219 €	41 275 €
581 058 €		38 711 €	619 769 €
633 477 €		39 950 €	661 682 €

SOLDE NET AU 31/12/2024

2 578 €
4 598 €
680 231 €
687 406 €

ANNEXE 9

Provisions	Au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Autres	Au 31/12/2024
Provisions Réglementées					
141 - Destinées à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement	0				0
142 - Pour renouvellement des immobilisations	0				0
144 - Relatives aux autres éléments de l'actif	0				0
145 - Amortissements dérogatoires	0				0
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	0				0
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)	0				0
148 - Autres provisions réglementées	108 471	3 289			111 760
14861 - dont réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé	93 371	3 289			96 660
14862 - dont réserves des plus-values nettes d'actif circulant	15 099				15 099
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	108 471	3 289	0	0	111 760
Provisions pour Risques et Charges					
151 - Provisions pour Risques	289 000	93 416	189 000		193 416
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ets privés)	987 690	64 053	60 423		991 320
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)	0				0
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	120 563	10 000			130 563
158 - Autres Provisions pour Charges	41 707		3 828		37 879
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 438 959	167 469	253 251	0	1 353 177
Dépréciations					
29 - Dépréciation des Immobilisations					0
39 - Dépréciation des Stocks et En-Cours					0
49 - Dépréciation des Comptes de Tiers	200	1 958	200		1 958
59 - Dépréciation des Comptes Financiers					0
TOTAL DEPRECIATIONS	200	1 958	200	0	1 958

ANNEXE 10

VARIATIONS DES FONDS DEDIES ISSUES DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS DE L'EXERCICE	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements aux autorités		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiée à l'investissement	1 170 674	0	(118 186)	0	0	1 052 408	0
MAS - OPERATIONS 2010	168 586		(9 987)			158 599	
MAS - OPERATIONS 2011	159 195		(8 308)			150 887	
MAS - APPARTEMENT 2015	3 500		(1 400)			2 100	
MAS - VEHICULE ADAPTES 2017	30 292		(14 687)			15 604	
MAS - POLE MEDICAL et OUVERTURES 2020	105 032		(6 694)			98 338	
CMPP ALES - CLIMATISATION 2017	8 783		(2 196)			6 587	
CMPP BAGNOLS - CHAUDIERE 2015	7 082		(2 604)			4 478	
CMPP BAGNOLS - TEST 2016	3 293		(996)			2 297	
CMPP BAGNOLS - USAGER ALES 2018	12 338		(1 700)			10 638	
CMPP BAGNOLS - CLIMATISATION 2019	20 278		(2 770)			17 508	
CMPP NIMES - TEST/CLIM 2016	8 726		(1 900)			6 826	
ITEP AC - CLIMATISATION 2015	6 023		(2 675)			3 348	
ITEP AC - SECURISATION INFORMATIQUE 2023	17 766		(7 072)			10 694	
SESSAD AC - BUREAU+VEHICULE 2022	12 627		(2 651)			9 976	
IME - IE 2011	129 059		(8 520)			120 539	
IME - IE 2013	229 910		(15 177)			214 732	
IME - G2 + DEMENAGEMENT ALES 2013	47 681		(3 148)			44 533	
IME - CHAUFFERIE 2014	89 750		(7 500)			81 250	
IME - TERRASSES 2015	13 065		(3 745)			9 320	
IME - RESEAUX EAUX 2016	20 927		(5 820)			15 107	
IME - SECURITE 2017	9 496		(2 672)			6 824	
IME - SECURITE GARDE CORPS 2018	14 285		(2 000)			12 285	
IME - CONFORM. ELECT. 200	11 725		(1 534)			10 191	
IME - BORNES INCENDIE 2022	22 267		(2 352)			19 905	
IME - SECURITE GARDES CORPS 2023	20 000		(78)			19 922	
Fonds dédiés à l'exploitation	409 139	275 300	(321 738)	0	0	362 701	82 778
MAS - CNR FORMATION 2017	18 234		(15 290)			2 944	
MAS - CNR IDR 2010	6 439					6 439	6 439
MAS - EVALUATION 2010	4 011		(4 011)			0	
MAS - CNR SITUATION CRITIQUE 2020 et 2022	393		(393)			0	
MAS - CNR CONTRACTUALISATION / COOPERATION POUR CPOM 2021	25 489					25 489	25 489
MAS - SOLDE MN CTI SECUR 2021	10 456		(10 456)			0	
MAS - CNR SITUATION CRITIQUE 2023	120 000		(120 000)			0	
MAS - SECURISATION SI 2023	7 888		(1 766)			6 121	
MAS - CNR SITUATION CRITIQUE 2024		120 000	(11 647)			108 353	
CMPP ALES - SURCOUT DIRECTION CMPP 2012 REAFF.EVALUATION (accord ARS 10/2019)	1 730					1 730	1 730
CMPP ALES - FORMATION TSA 2021	3 573		(3 573)			0	
CMPP BAGNOLS - FORMATION TSA 2021	7 979		(7 837)			142	
CMPP NIMES - CNR FORMATION TSA 2021	8 351		(8 318)			33	
ITEP AC - CNR EVALUATION 2010	8 055					8 055	8 055
ITEP AC - CNR solde prime COVID 2020	1 000					1 000	1 000
ITEP AC - CNR FORMATION PROJET ETS 2022	11 660		(11 220)			440	
ITEP AC - EXPERIMENTATION REGIONALE HANDIWORK 2024		2 500	(2 500)			0	
IME - COMMUNAUTE 360 2020 ET 2021	40 066					40 066	40 066
IME - CNR GRATIFICATION STAGIAIRE/FORMATION 2021	4 664		(4 664)			0	
IME - CNR ELECTRICITE 2021	7 436		(5 878)			1 558	
IME - CNR TRANSPORT KP 2022	5 715		(5 715)			0	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE LD 2023	40 000		(40 000)			0	
IME - CNR TRANSPORT +ACCOMPAGNEMENT KP 2023	76 000		(55 548)			20 452	
IME - CNR TRANSPORT +ACCOMPAGNEMENT KP 2024		76 000				76 000	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE LD 2024		40 000				40 000	
IME - CNR SITUATION COMPLEXE E 1ER SEMESTRE 2024		20 000	(8 420)			11 580	
IME - CNR FORMATION TND		12 300				12 300	
IME - EXPERIMENTATION REGIONALE HANDIWORK 2024		4 500	(4 500)			0	
TOTAL	1 578 613	275 300	(439 924)	0	0	1 415 189	82 778

ANNEXE 11

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	23 104
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	275 047
Dettes fiscales et sociales	1 055 924
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	1 354 075

PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	11 994
Autres créances	86 486
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	335 728
Total	434 208

ANNEXE 12

RETRAITEMENT des FRAIS de SIEGE

Facturation totale frais de siège	400 952
--	----------------

	COMPTE
	65560000
CMPP Alès	30 777
CMPP Bagnols	32 964
CMPP Nîmes	33 248
ITEP Alès Cévennes	66 517
SESSAD Alès Cévennes	3 471
IME La Barandonne	78 260
SESSAD La Barandonne	8 801
FAM Les Aigues Marines	39 127
MAS Les Aigues Marines	57 156
FO Les Aigues Marines	50 631
Handiplage - L'Oasis	
Siège Gestion Propre	
Les Aigues Marines 2	
	400 952

ANNEXE 13

DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Charges exceptionnelles	Montant
Amendes et pénalités	18 759
Autres charges exceptionnelles exercice courant	18 578
Charges sur exercice antérieur	4 136
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	
Dotation aux amortissements exceptionnels	3 289
Dotation de provisions règlementées sur réserves de PV actif	
Total	44 762

Produits exceptionnels	Montant
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	32 589
Produits sur exercices antérieurs	7 425
Produits de cession des éléments d'actif	39 950
Quote part subvention virée au compte de résultat	
Reprise de provisions règlementées	
Total	79 964

Résultat exceptionnel	35 201
------------------------------	---------------

ANNEXE 14

ENGAGEMENT RETRAITE 2024

ETABLISSEMENT	ENGAGEMENT TOTAL	COMPTABILISE EN #153	COMPTABILISE EN #1922	COMPTABILISE EN #1150303
Siège SMS	23 052	23 052		
CMPP Alès	48 888	44 512		54 543
CMPP Bagnols	69 007	69 007		
CMPP Nîmes	72 252	72 252		
ITEP Alès Cévennes	113 565	113 565		
SESSAD Alès Cévennes	34 261	34 261		
IME La Barandonne	167 790	167 790		
SESSAD La Barandonne	26 081	26 082		
FAM Les Aigues Marines	132 732	122 732		10 000
MAS Les Aigues Marines	198 853	192 415	6 439	
FO Les Aigues Marines	122 599	122 599		
Handiplage - L'Oasis				
Siège Gestion Propre	3 053	3 053		
Les Aigues Marines 2				
Total	1 012 133	991 320	6 439	64 543

ANNEXE 15

EFFECTIF MOYEN 2024

EFFECTIF MOYEN	PERSONNEL SALARIE
Cadres, Agents de maîtrise et Techniciens, Employés, Ouvriers	220,55

Les 220,55 ETP sont répartis pour

- 0,65 ETP sur la Gestion Propre
- 219,90 ETP sur la Gestion Conventionnée

ANNEXE 16

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEUR MOBILIERES

Désignation	Date d'achat	Prix d'achat	Cours au 31/12/2024	Plus ou moins value latente
CAPI II INDOSUEZ LMP AS	23/12/2015	2 000 000	2 325 517	325 517

La participation aux bénéfices 2024 du contrat AG2R La Mondiale (CAPI II) à été comptabilisée en Intérêts à recevoir.

ANNEXE 17

Rémunération des dirigeants

Les membres du conseil d'administration, du bureau, de l'assemblée générale, sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat.

Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'organisme gestionnaire (OG).

L'OG salarie une directrice financière, une directrice des ressources humaines et des directeurs d'établissement. Le montant des rémunérations allouées est établi sur la base des conventions collectives et des rémunérations spécifiques décidées par l'organe délibérant (voir art. 313-25 du code de l'action sociale et des familles).

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants ou salariés, s'est élevé à 321 564 €.

Honoraire du commissaire aux comptes

Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 33 739 euros TTC.

Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L.822-11 : 4 318 €

ANNEXE 18

ENGAGEMENTS FINANCIERS 2024

NATURE	OBJET	MONTANT
ENGAGEMENTS DONNES :		476 000
Autres engagements données	Nantissement contrat assurance de vie #5072000	476 000
ENGAGEMENTS RECUS :		6 622 507
Avais cautions accordés	Garantie 100% Commune Pont Saint Esprit	804 076
	Garantie 100% Commune Grau du Roi	2 701 012
	Garantie 100% Commune Grau du Roi	2 051 850
	Garantie 100% Commune Grau du Roi	1 065 569